

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1974)
Heft: 281

Inhaltsverzeichnis

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.03.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

J.A. 1000 Lausanne

Hebdomadaire romand
N° 281 1^{er} août 1974
Onzième année

Rédacteur responsable :
Laurent Bonnard

Le numéro : 1 franc
Abonnement
pour une année: 33 francs
jusqu'à fin 1974: 15 francs

Administration, rédaction :
1002 Lausanne, case 1047
1003 Lausanne, Saint-Pierre 1
Tél. 021 / 22 69 10
C.C.P. 10-155 27

Imprimerie Raymond Fawer S.A.

Ont collaboré à ce numéro :

Eric Baier
Rudolf Berner
Jean-Daniel Delley

Pour mémoire

Il n'y a plus d'été ! Pas de monstre du Loch Ness, ni d'Objets volants non identifiés pour meubler les colonnes des quotidiens en panne de publicité ; seulement une actualité politique et sociale aussi riche que pendant le reste de l'année ; aussi riche, et aussi déformée par le sensationnel.

Au rayon de la politique étrangère, que Franco passe la main, que Makarios fasse le pèlerinage de New York, que les militaires rentrent dans l'ombre à Athènes, que Françoise Giroud fasse une fleur au « Nouvel Observateur » en condamnant « L'Express » à la prudence pro-gouvernementale, alors le Chili, pour parler de ces militaires-là, disparaît dans l'anonymat des sujets qui ne « tirent » plus. C'est dire que les sbires de Pinochet vont peu à peu gagner cette auréole que confère la légitimité de l'habitude et de la lassitude, auréole que n'a pas su porter — et c'est peut-être l'aspect le plus extraordinaire du scandale du Watergate — Nixon contre la presse américaine.

Et pourtant, parlons-en du Chili ! Parce que l'émotion qui avait saisi jusqu'aux radicaux genevois lors de la liquidation du socialiste Allende, ne peut pas, ne doit pas s'éteindre dans un oubli conditionné par des impondérables journalistiques. Aujourd'hui, les rares dépêches qui nous parviennent de Santiago font état de la faillite économique de la junte au pouvoir. Ce serait une mince revanche sur des assassins et des tortionnaires que de se borner à constater, avec un brin de commisération, leur échec à tenir la barre d'un pays réduit à l'impuissance. Le véritable enjeu est bien trop important et nous concerne de trop près : au-delà du coup d'arrêt brutal donné à la tentative de l'Unité populaire, ce sont les libertés fondamentales des Chiliens qui sont systématiquement bafouées par le nouveau régime.

Et là, grâce à des mouvements de solidarité encore vivants en Europe et en Amérique du Sud, il est possible de faire le point et de retrouver le contact avec le Chili malgré le silence de la presse.

« Chili Information » (voir annexe en page 3) dresse un bilan des commissions d'enquête qui ont tenté, ces derniers mois, de pénétrer la réalité chilienne. A travers ces travaux apparaît le vrai visage des maîtres de Santiago. C'est la commission d'enquête d'Helsinki (la plus connue sûrement, et la plus officiellement cautionnée) qui dénonce les exécutions sans jugements, les tortures, les viols, l'instauration d'un état de guerre interne, la persécution des étrangers, la situation des prisonniers politiques qui est telle que la Déclaration universelle des droits de l'homme s'en trouve tournée en dérision. C'est le rapport du Tribunal Russel de Rome qui donne le détail de la répression culturelle dans les écoles et les universités (à l'Université de Santiago, 15 933 des 35 456 étudiants ont été exclus ou ont disparus), un diagnostic confirmé par le Conseil latino-américain pour les sciences sociales, au long d'un travail parallèle. C'est le rapport de la commission dite de Chicago (des prêtres, des universitaires, des juristes et des syndicalistes) qui, pour n'avoir pas eu une diffusion suffisante n'en est pas moins précis, et souligne par exemple que la police en uniforme et en civil est fréquemment présente dans les écoles et universités, y compris les salles de classes. C'est le rapport Aritzia, cautionné par l'Eglise catholique chilienne elle-même, qui donne entre autres détails une véritable liste des centres où se pratique la torture au Chili.

Pour mémoire : c'était hier, le 11 septembre 1973, que l'armée prenait le pouvoir au Chili.

DANS CE NUMÉRO

Pp. 2/3: Point de vue: Pour une réforme de l'Etat; p. 3: Sur le thème de la liberté d'expression: fête populaire en Valais; pp. 4/5/6: La réforme de la loi sur le divorce; p. 6: La semaine dans les kiosques alémaniques; p. 7: Le carnet de Jeanlouis Cornuz — Une nouvelle de G. Baechtold; p. 8: Les riches et les super-riches — Lutter contre le gaspillage.